

L'INDUSTRIE

MANIWAKI (P.Q.)—POURPARLERS EN VUE DE
SUBVENTIONNER LES USINES SOGEFOR

[Français]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

Pourrait-il dire à la Chambre s'il a eu des entretiens avec le gouvernement du Québec en vue de subventionner, d'une façon ou d'une autre, les usines Sofegor à Maniwaki et au Lac-des-Îles?

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Non, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: L'honorable député d'Abitibi désire-t-il poser une question supplémentaire?

M. Laprise: Oui, monsieur l'Orateur.

Je voudrais demander à l'honorable ministre s'il a l'intention de communiquer avec les autorités du Québec ou celles de Sofegor en vue d'en venir à une entente susceptible d'empêcher la fermeture des usines le 5 mars prochain?

M. l'Orateur: L'honorable député fait une suggestion au ministre. Il doit prendre pour acquis qu'elle sera considérée.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD ET TERRE-NEUVE—LA
PROPOSITION D'OCTROI DE SUBVENTIONS
AUX INDUSTRIES PRIMAIRES

[Traduction]

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Expansion économique régionale me dirait-il si le gouvernement examinera attentivement la proposition du Conseil économique des provinces atlantiques, voulant que les industries primaires de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve aient droit aux subventions régionales, étant donné l'échec du programme dans ces deux provinces?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant de cette demande. Elle a probablement été transmise au ministère, et j'aurai l'occasion d'en discuter.

L'INTENTION DU MINISTRE QUANT À LA CONFÉRENCE
DE TERRE-NEUVE

[Traduction]

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, étant donné les critiques du premier ministre de Terre-Neuve à l'endroit du ministre et de son ministère, le ministre songe-t-il à participer à la conférence économique qui doit se tenir à Terre-Neuve le 4 février, et son plan de développement quinquennal sera-t-il au point à ce moment-là?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, j'ai pris connaissance de plusieurs lettres et déclarations de M. Smallwood, félicitant le ministère de l'Expansion économique régionale, mais je n'ai pas pris connaissance de la dernière déclaration. Je ne pourrai malheureusement pas assister à cette conférence.

[L'hon. M. Stanbury.]

LES STUPÉFIANTS

LA QUESTION DE L'HALLUCINOGENE MDA

[Traduction]

M. Gordon Sullivan (Hamilton Mountain): Je voudrais poser une question au ministre de la Justice. La mort récente de Tom Coles, à Toronto, ayant été causée par des inhalations de l'hallucinogène MDA, le gouvernement songe-t-il à rendre illégale la possession de cette drogue?

L'hon. John N. Turner (ministre de la Justice): Je suppose que cette question relève davantage du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, mais à cause de son importance, j'y répondrai dès maintenant. Elle se fonde, je crois, sur un éditorial qui a paru dans un journal de Toronto et selon lequel le MDA ne serait pas visé par la loi actuelle. On m'informe que le MDA a été ajouté à l'annexe J de la loi des aliments et drogues, le 26 novembre 1969. L'usage de cette drogue est donc restreint et la possession et le trafic en sont actuellement illégaux.

Le très hon. M. Diefenbaker: Quel était le nom du journal? Il est tellement en retard sur les événements.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LE CAS DES OUVRIERS MIS À PIED PAR LA
BOWATERS MERSEY PAPER

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Je voudrais poser ma question au ministre du Travail. Étant donné la baisse des ventes de bois d'œuvre, la compagnie Bowaters Mersey Paper a fermé sa scierie de Bridgewater, en Nouvelle-Écosse, le 15 décembre. Cependant, ses employés, jusqu'ici, n'ont pu toucher leur assurance-chômage. Vu la gravité de leur situation financière, le ministre ferait-il enquête pour déterminer pour quelle raison les prestations ne sont pas versées?

* * *

LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

LA CONSULTATION DE LA CHAMBRE AU SUJET
DES PÉAGES

M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster): Ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Vu la visite prochaine du ministre des Transports à Washington, au sujet sans doute des péages sur la voie maritime du Saint-Laurent, le premier ministre suppléant voudrait-il nous assurer qu'aucune mesure unilatérale ou autre ne sera prise par le gouvernement canadien à ce sujet, avant que la Chambre ait eu l'occasion de dire ce qu'elle en pense, de préférence au comité permanent des transports et des communications?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Je puis vous assurer d'une chose, je pense, c'est que la décision ne sera pas prise de sitôt.

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Comme le ministre des Transports est absent, en raison de ses entretiens avec ses homologues des États-Unis au sujet de cette importante question, le premier ministre suppléant